



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/I-Utopia-et-la-GR-des-utopies>

I. Utopia et la GR : des utopies communes ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1088 - juin 2008 -

Date de mise en ligne : lundi 30 juin 2008

Description :

Guy Evrard commence l'analyse du projet de société d'Utopia, mouvement politique transversal entre socialistes, altermondialistes et écologistes. (à suivre)

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous avons reçu de la part d'un "courant" très minoritaire du PS, qui s'est donné le nom d'Utopia, le programme qu'il vient de se définir au cours de son Conseil National. Comme certaines de leurs déclarations de principe tranchent, à première vue, avec ce qu'on entend en général, Guy Évrard en a entrepris l'analyse approfondie. Celle-ci sera publiée en plusieurs parties, dont voici la première :

Utopia [1], mouvement politique transversal né en 1996, structuré en courant au PS depuis 2003, présent chez les Verts depuis 2005, et dont l'inspiration puise d'abord aux travaux de Dominique Méda « Le Travail, une valeur en voie de disparition » [2] et « Qu'est-ce que la richesse ? » [3], a adressé à La Grande Relève le document de réflexion issu de leur Conseil National [4]. De nouveaux fondements à notre société y sont discutés, qui apparaissent en rupture avec les façades actuelles des deux formations citées.

Certes, l'extinction des grandes utopies du 19ème et du 20ème siècle, après le désastre de l'URSS, qui accéléra la mondialisation de l'économie, et l'impuissance durable d'une gauche institutionnelle à proposer une pensée et une démarche s'opposant résolument à la logique capitaliste libérale, ont favorisé des initiatives plus ou moins groupusculaires pour tenter de retrouver, sur d'autres bases, la force de ces idéaux qui animèrent les grands mouvements populaires depuis la Révolution Française.

Ce qui caractérise en premier lieu la démarche d'Utopia, c'est l'effort collectif de réflexion engagé sur la durée pour tenter de préciser les contours d'une autre société, avant d'envisager une stratégie de l'action politique : « On ne combattrait pas efficacement la révolution conservatrice en cours, alliant ultralibéralisme économique et pratique autoritaire du pouvoir, sans concevoir une nouvelle pensée et un projet à la hauteur de cet enjeu ».

Pour un alter développement

Utopia a identifié trois aliénations de nos sociétés développées : le dogme de la croissance comme solution à nos difficultés économiques, le dogme de la consommation comme principal critère d'épanouissement individuel et la centralité de la valeur travail pour l'organisation de la vie sociale. Nous y reviendrons plus en détail dans un prochain numéro de la GR. On pourrait ajouter le dogme de la compétition ou plutôt de la rivalité, à la fois entre les individus et entre les entreprises, comme moteur du développement.

Or, « être un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, c'est aussi apprendre à vivre ensemble, comprendre les enjeux de notre société et participer à la vie politique ». Et Utopia « appelle à l'émergence d'une

I. Utopia et la GR : des utopies communes ?

gauche d'avant-garde fondée sur une identité écologiste, alter mondialiste et anti productiviste, capable de transformer la société, de porter de nouveaux idéaux et de les réaliser ». remise en cause du système capitaliste

André Gorz est cité en exergue dans l'approche critique du capitalisme : « Les producteurs/consommateurs sont mis au service du capital et non l'inverse. Le lien entre la création de richesses et la création de valeurs est rompu. N'est reconnu comme richesse que ce qui peut s'exprimer en argent. Les services collectifs seraient donc à abolir dans la mesure où ils freinent et empêchent la croissance de la consommation individuelle ».

Utopia considère « que la Gauche en France a renoncé à prendre position vis-à-vis du capitalisme », affichant seulement des postures et confondant souvent capitalisme et sphère marchande, pour ne proposer que des ajustements. Si c'est bien le sentiment que peuvent donner les partis réformistes PS et Verts tournés de plus en plus vers le centre, on ne peut généraliser à toutes les formations de gauche ; les analyses politiques développées pour le non de gauche au référendum sur le projet de constitution européenne en 2005, puis un temps par les comités antilibéraux lors des élections présidentielles de 2007, attestent du contraire. D'ailleurs, en affirmant « Notre projet implique une remise en cause du système capitaliste », c'est bien en recherchant les convergences avec ce(s) courant(s) de pensée qu'une majorité de changement pourra peut-être un jour se dégager.

La remise en cause du système capitaliste ne signifie pas pour Utopia la remise en cause de l'économie de marché. C'est, d'une part, « la rentabilité du capital comme unique objectif » et, d'autre part, « le caractère englobant ou systémique du capitalisme », c'est-à-dire « son caractère totalitaire », dépassant largement le champ économique et qui empêche « un autre rapport de l'homme au monde », qui sont condamnés. Le projet d'Utopia est dit tout autant « incompatible avec une appropriation publique et centralisée de tous les moyens de production », jugée « illusoire pour favoriser un quelconque épanouissement de l'homme au travail » et « liberticide » puisque l'organisation centralisée et planifiée de la production signifierait « encadrer l'expression, la créativité » et impliquerait de « contrôler tous les citoyens et leurs activités en fonction des objectifs qu'elle s'est assignés ».

Dépassement du système

C'est donc à un dépassement du système capitaliste, mais qui a besoin d'être explicité, qu'appelle le mouvement : « Au terme d'un processus démocratique, nous redessinerons tout d'abord les contours du domaine public, de la sphère marchande régulée, de l'économie sociale et solidaire. Pour chacun de ces secteurs, nous redéfinirons les règles du contrôle politique et citoyen et nous agirons pour la reconnaissance et l'extension des biens communs et des biens de connaissance ».

C'est évidemment à l'épreuve des faits, c'est-à-dire sur la manière d'appréhender les rapports de force politiques, et pour arriver à quel degré de rupture avec le système actuel, que sera jugée la portée révolutionnaire du dépassement du système actuel. Une ambiguïté qui a toujours traversé la gauche social-démocrate et qui la pousse aujourd'hui vers le centre. « Nous élargirons considérablement le domaine public en proposant une réappropriation via l'État, les collectivités locales et d'autres acteurs publics, des secteurs touchant aux besoins fondamentaux ». « Nous limiterons le champ de la sphère marchande, tout en l'encadrant par des normes sociales, environnementales. Si la rationalité des principaux acteurs et notamment l'espérance d'une rentabilité du capital pour l'entreprise s'exercera toujours dans cette sphère, elle sera limitée, encadrée ». « Nous favoriserons l'appropriation collective, démocratique, relocalisée et décentralisée des moyens de production, via notamment une socialisation de l'investissement. Cette appropriation permettra notamment un développement de l'économie sociale et solidaire et une réduction progressive du rôle aujourd'hui central des marchés financiers ». Un secteur marchand circonscrit au commerce de proximité, à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises est assez facile à entrevoir, le capital demeurant identifiable. De même, une interaction positive de ce secteur avec l'économie sociale et solidaire ne rencontrerait-elle sans doute pas d'obstacle insurmontable. En revanche, on sait bien que les grands moyens de

production et d'échange, les grands organismes financiers, secteurs de l'économie qui aujourd'hui oeuvrent à l'accumulation du capital, ne contribueront pas placidement à une transformation radicale de la société s'ils demeurent dans le secteur marchand, dans une économie concurrentielle mondialisée. C'est donc à coup sûr sur le périmètre du domaine public et sur les moyens de le maîtriser, notamment dans son interaction avec le reste du monde, que se jouera la réussite ou l'échec de la réorganisation économique.

L'utopie d'Utopia

Alors, bien sûr, il devient nécessaire de remettre en cause les dogmes de la croissance, de la consommation, de la valeur travail et, avons-nous proposé, de la compétition ou de la rivalité, dans notre culture politique. « Un nouvel imaginaire politique pour débattre et construire ensemble une politique citoyenne qui met en avant la gratuité, l'accès inconditionnel aux droits, un nouveau rapport au temps, une démarche alter mondialiste et écologiste. » L'alter développement se veut un développement radicalement différent, au sens étymologique de radical, « qui va à la racine des choses. »

Utopia insiste sur la nécessité de dessiner au préalable les contours du projet de société envisagé : « Nous refusons que l'argent soit la mesure de toute richesse et la source de tout sens. (...) Nous devons imaginer une société (...) où l'on renonce à cet imaginaire économique, où l'on cesse de croire que plus égale mieux et où l'on redécouvre une consommation plus proche de nos besoins réels. Nous devons changer radicalement de modèle si nous voulons éviter le grand désordre mondial et le désastre écologique annoncés ».

Puis, citant de nouveau Dominique Méda, Utopia affirme : « L'ambition de notre société n'est pas le développement économique ou l'accumulation de biens, mais (...) un développement collectif et durable, qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie et de la mise à disposition pour tous des ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour permettre à chacun de vivre pleinement son humanité et sa citoyenneté active. La répartition des biens, des revenus, l'accroissement du niveau d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, la capacité à maîtriser la violence, l'accès et la qualité des services publics, la vitalité de la vie sociale et démocratique, le degré d'égalité entre hommes et femmes, le respect de l'environnement, la maîtrise par les individus de leur temps, la qualité de vie, l'accès à la culture, la sécurité économique... sont autant d'indicateurs qui permettent de mesurer la véritable richesse d'un pays ».

Redoutant peut-être la force de son utopie, Utopia ne manque pas d'ajouter : « Mais vouloir imposer par le haut une vision et les actions qui en découlent serait réinventer un nouveau totalitarisme ». L'idée maîtresse reste cependant : « Le rôle de citoyen doit primer sur celui de travailleur et de consommateur ».

Enfin, il y a cette déclaration qui mériterait sans doute le regard du philosophe : « Si le socle de la République est bien la liberté et l'égalité, la fraternité en est la perspective. Cette fraternité dépasse la notion de solidarité qui, elle, a pour message de compenser des inégalités, des injustices, sans nécessairement remettre en cause le cadre économique, politique, libéral, productiviste qui produit ces inégalités. La solidarité compose avec les hiérarchies et les injustices. La fraternité va plus loin. Nous souhaitons en faire la preuve par l'expérience en l'intégrant totalement à notre réflexion. Cette réflexion nous ramène dans l'espace de la cité, au vivre ensemble individuel et collectif. La perspective d'une société fraternelle en appelle assurément à une économie du don, de l'échange et de la réciprocité ».

Nous chercherons à savoir quelle place Utopia donne à la solidarité avec les autres peuples et à la compréhension des équilibres dynamiques de notre biosphère, dans les fondements de son projet de société. Une vision du monde est-elle suffisamment ambitieuse si elle reste (trop) anthropocentrique ?

I. Utopia et la GR : des utopies communes ?

Ce point de vue est contestable, mais c'est mon sentiment.

[1] adresse de leur site sur internet : www.utopia-terre.org

[2] Dominique Méda, Le travail, une valeur en voie de disparition, Alto, Aubier, 1995 ; rééd. Champs-Flammarion, 1998.

[3] Dominique Méda, Qu'est-ce que la richesse ?, Alto, Aubier, 1999 ; rééd. Champs-Flammarion, 2000.

[4] Conseil National qui s'est tenu à Lille les 9,10 et 11 mai 2008.